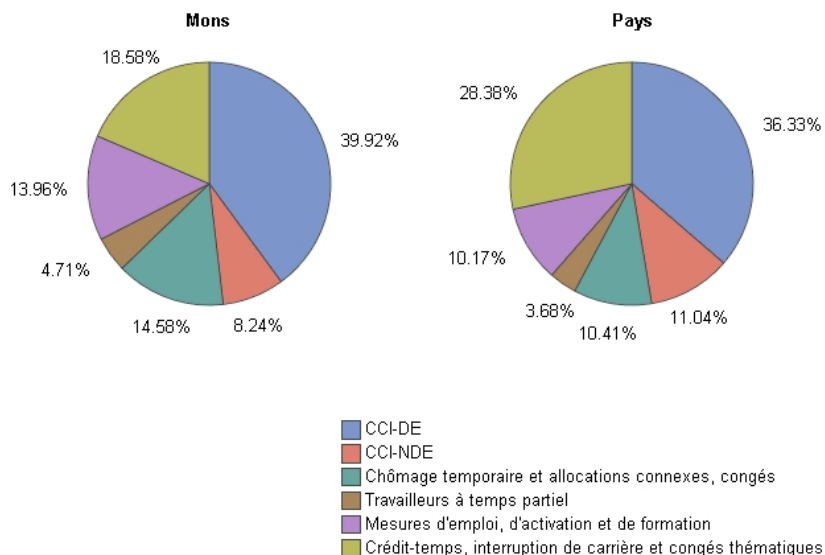


Entité: Mons



Directeur: Alain MAYAUX
 Nombre d'agents: 180
 Nombre en équivalents à temps plein: 154

Indicateurs du marché de l'emploi	Nombre	% par rap. au pays
Population en âge de travailler (1)	379.323	5,2
Assurés contre le chômage (2)	167.581	4,3
Travailleurs qui habitent dans le ressort du bureau du chômage (3)	137.389	4,1
Taux du chômage (4)	13,7	

Vision globale 2017	Nombre / Montants	% par rap. au pays
Octroi du droit aux allocations (dossiers introduits)	143.102	7,2
Décisions de non-admissibilité au droit aux allocations (5)	2.011	5,9
Dossiers litiges achevés	5.759	6,3
Contrôles achevés	1.890	6,1
Sanctions notifiées au cours de l'année (6)	4.105	6,8
Suspensions et exclusions dans le cadre de l'activation du comportement de recherche d'emploi (7)	947	12,8
Montants des paiements introduits par les OP (chômage avec ou sans compl. d'entreprise) - en millions d'EUR 2016	462,5	6,5
Montants des paiements introduits par les OP (chômage avec ou sans compl. d'entreprise) - en millions d'EUR 2017	424,1	6,5
Montants à récupérer (solde fin d'année) - en millions d'EUR	28,1	6,3
Montants récupérés/reçus - en millions d'EUR	5,1	6,8

Profil des personnes indemnisées (moyenne annuelle 2017)			Nombre	% par rap. au pays
Chômeurs indemnisés (CCI-DE et CCI- NDE)	CCI-DE	Après prestations de travail	19.041	6,3
		Après études	4.917	11,5
		Travailleurs à temps partiel volontaire	859	4,1
		Chômage avec complément d'entreprise	403	5,6
		Hommes	13.921	6,8
		Femmes	11.298	6,7
		Chefs de ménage	7.829	7,3
		Isolés	6.523	6,9
		Cohabitants	10.867	6,3
		Total	25.219	6,7
	CCI-NDE	Travailleurs à temps partiel volontaire	222	4,6
		Chômage avec complément d'entreprise	2.856	3,7
		Chômeurs âgés	2.092	6,7
		Soins de proximité (ou difficultés sociales et familiales)	38	4,9
		Total	5.207	4,6

Profil des personnes indemnisées (moyenne annuelle 2017)			Nombre	% par rap. au pays
Chômage temporaire et allocations connexes, congés	Chômeurs temporaires		8.610	8,8
	Parents d'accueil		232	10,3
	Période non rémunérée dans l'enseignement		301	8,3
	Vacances jeunes		57	2,1
	Vacances senior		4	1,5
	Soins d'accueil		7	4,0
Travailleurs à temps partiel	Travailleurs à temps partiel avec maintien de droit et AGR		2.963	7,9
	Travailleurs à temps partiel volontaire avec AGR		13	3,4
	Total		2.975	7,9
Mesures d'emploi, d'activation et de formation	Programmes d'activation	Activa - réglementation fédérale	3.024	10,1
		Activa - réglementation régionale	600	16,7
		Activa START	1	2,8
		Programmes de transition	488	15,3
		SINE	1.005	10,1
	Mesures pour travailleurs		332	2,3
	Mesures de formation	Formation professionnelle	1.575	6,7
		Reprise d'études ou suivre une formation (autre que formation professionnelle)	1.328	10,6
		Autres	259	6,7
	Mesures dans le cadre du développement du statut unique	Allocation de licenciement	38	7,2
		Allocation en compensation de licenciement	171	6,1
Dispenses d'IDE particulières	Activités à l'étranger		0	5,2
	Activités ALE ou APS		185	10,8
Crédit-temps, interruption de carrière et congés thématiques	Interruption de carrière	Avec allocations	2.881	4,0
		Sans allocations	103	7,7
		Total	2.984	4,1
	Crédit-temps	Avec allocations	4.870	4,1
		Sans allocations	591	4,6
		Total	5.461	4,2
	Congés thématiques	Avec allocations	3.035	3,7
		Sans allocations	255	4,5
		Assistance médicale	274	1,5
		Congé parental	3.012	4,3
		Congé pour soins palliatifs	5	1,3
Total	3.290	3,8		
Attestations	Nombre d'attestations délivrées pouvant favoriser l'engagement		12.038	9,1
	Autres attestations		22.630	11,2
	Total		34.668	10,4

(1) Population au 1er janvier 2017 âgée de 15 à 64 ans inclus (source: Statbel).

(2) Il s'agit des assurés contre le chômage au 30 juin 2016. Ils comprennent:

a. Les travailleurs ayant cotisé le 30 juin 2016 à la sécurité sociale, secteur chômage (source: calculs ONEM sur la base de données ONSS et ORPSS et sur la base de données INAMI pour les travailleurs frontaliers entrants);

b. Les CCI demandeurs d'emploi inoccupés, les travailleurs à temps partiel volontaire demandeurs d'emploi et les demandeurs d'emploi avec complément d'entreprise, payés en juin 2016 (source: ONEM);

c. Le travail frontalier sortant au 30 juin 2016; le travail frontalier entrant a été déduit de la rubrique a (source: estimations sur la base de données INAMI).

(3) Les travailleurs ayant cotisé le 30 juin 2016 à la sécurité sociale, secteur chômage (source: calculs ONEM sur la base de données ONSS et ORPSS pour les travailleurs et sur la base de données INAMI pour les travailleurs frontaliers entrants).

(4) Les CCI demandeurs d'emploi inoccupés, les travailleurs à temps partiel volontaire demandeurs d'emploi et les demandeurs d'emploi avec complément d'entreprise, payés en juin 2017 (source: ONEM) divisés par le nombre d'assurés contre le chômage au 30 juin 2016 (source: calculs ONEM sur la base de données ONSS et ORPSS pour les travailleurs, de données ONEM pour les chômeurs et de données INAMI pour les travailleurs frontaliers).

(5) Le nombre de décisions en matière de non-admissibilité sur la base de travail ou d'études insuffisants ou suite à un dossier incomplet ou tardif.

(6) Avertissements, sanctions sans sursis, sanctions avec sursis partiel ou complet pour chômage dépendant de leur propre volonté, pour fausse déclaration ou pour travail ou revenu non déclaré et pour indisponibilité passive.

Du fait de la 6ème réforme de l'état, la compétence décisionnelle relative aux sanctions pour indisponibilité active ou passive a été transférée aux régions. Une phase de transition, durant laquelle l'autorité fédérale (ONEM) continue à exercer provisoirement cette compétence, a par ailleurs été prévue. Dès lors, en vertu du principe de continuité, l'ONEM reste en charge de l'exécution de cette matière et ce, jusqu'à ce que les régions soient en mesure de reprendre effectivement cette compétence. Ce délai n'est pas identique pour chacune des régions. En effet, en 2016, toutes les régions ont repris cette compétence en matière de sanctions pour indisponibilité active ou passive hormis la Région de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS). A partir de janvier 2017, la Région de Bruxelles-Capitale a, elle aussi, repris cette compétence de l'ONEM. La compétence décisionnelle concernant les sanctions pour chômage volontaire ainsi que les sanctions administratives est restée au niveau fédéral. La région statistique est déterminée en fonction du domicile de la personne sanctionnée sauf pour les sanctions prononcées par les régions. Dans ce cas, la région statistique est celle de l'autorité régionale qui a pris la décision.

(7) Sanctions pour indisponibilité active (voir également note 6).